

Enquête de perception de l'UE au Mali



Bamako, Août 2018

Table des matières

Sigles et abréviations.....	1
Résumé.....	2
Introduction.....	3
1. Perception de la situation générale du pays et des citoyens.....	3
2. Perception des partenariats du Mali.....	7
2.1. Partenariat bilatéral.....	8
2.2. Organisations de coopération.....	9
3. Connaissance et rôle de l'UE et de ses Etats membres.....	10
3.1. Opinion publique sur l'UE et ses Etats membres.....	11
3.2. Domaines d'appui de l'UE au Mali.....	13
3.3. Groupes cibles et bénéficiaires de l'appui de l'UE.....	16
4. Information et communication.....	18
4.1. Fréquences, sources et horaires d'information.....	18
4.2. Perceptions de la communication de l'UE.....	20
4.3. Rôle des leaders d'opinion dans la communication de l'UE.....	22
Conclusions.....	23

Sigles et abréviations

AFD	Agence française de développement
ARCOMA	Appui à la réconciliation et à la résolution de conflits au Mali
BID	Banque islamique de développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest
DANIDA	Danish International Development Agency
EJOM	Emploi des jeunes crée des opportunités d’emploi au Mali
ENABEL	agence belge de développement
EUCAP	European union capacity bulding mission
EUTM	European union training mission
FAMA	Forces armées du Mali
FMI	Fonds monétaire international
FORCE	Les femmes s’organisent pour rétablir la cohésion sociale et l’entente
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GSM	Global system for mobile communications
IRRIGAR	Initiative de renforcement de la résilience par l’irrigation et la gestion appropriée des ressources
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des nations unies pour la stabilisation du Mali
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique
ONU	Organisation des nations unies
ORTM	Office de radiodiffusion télévision du Mali
PACTEA	Programme d’appui aux collectivités territoriales pour l’eau potable et l’assainissement
PAFAM	Projet d’appui à la filière de l’anacarde au Mali
PAIS	Programme d’appui à l’inclusion scolaire au Mali
PAJM	Programme d’appui à la justice au Mali
PROF	Programme d’appui à l’enseignement fondamental
PTF	Partenaires techniques et financiers
RELAC	Relance de l’économie locale et appui aux collectivités
RFI	Radio France internationale
SANAD	Secteur alimentaire nutritionnel et agriculture durable
SE	Section d’énumération
UA	Union africaine
UE	Union européenne
USA	United states of america
USAID	United states agency for international development

Résumé

La crise multidimensionnelle (sécuritaire, politique, institutionnelle) survenue au Mali a eu des conséquences néfastes aussi bien au niveau de l'économie, de la cohésion sociale que de la paix. Il a donc fallu conjuguer les efforts du Gouvernement avec ceux des partenaires techniques et financiers pour relever les défis de la paix et de la croissance économique. C'est dans cette optique que l'Union européenne accompagne le pays en vue de sa sortie de crise. La coopération avec l'UE couvre les domaines de l'action diplomatique, de l'aide humanitaire et de la coopération au développement.

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie globale et unique de communication, l'UE a initié une étude sur la perception de ses interventions au Mali, cela pour mieux comprendre les canaux de communication les plus pertinents. Pour ce faire, l'étude a combiné les méthodes quantitative et qualitative de recherche. Une enquête a ainsi été menée auprès d'un échantillon représentatif de 1'350 personnes adultes (hommes et femmes) et des entretiens ont été conduits auprès d'une trentaine d'experts identifiés par l'UE. Le traitement et l'analyse des données issues des enquêtes et des entretiens ont donné les résultats suivants :

- la situation d'ensemble du pays est jugée non satisfaisante voire préoccupante aux quadruples plans de l'économie, du développement économique, de la politique et de la sécurité
- les plus importants problèmes auxquels le pays fait face et qui devraient être dans l'agenda des politiques et de leurs partenaires sont, entre autres, l'économie, la défense, l'éducation, la santé, le chômage et la sécurité
- les Maliens s'informent davantage via la radio (surtout les plages horaires 6H-12H et 20H-24H et la télévision (20H-24H presque exclusivement), beaucoup moins via la presse écrite, l'Internet ou les réseaux sociaux
- l'UE apparaît comme le troisième partenaire le plus important du Mali en matière politique, économique et sécuritaire après la France et la CEDEAO. L'UE devient une entité connue indépendamment de la connaissance de ses Etats membres parce qu'ils ne sont que 10% des maliens à citer 5 noms d'Etats membres de l'UE et même 25% ne peuvent en citer aucun
- globalement, les Maliens ont une opinion favorable sur l'UE qu'ils trouvent comme étant un partenaire fiable, un soutien international du Mali ayant de bonnes relations avec le pays. Cet avis favorable est induit par l'investissement de l'UE dans les infrastructures auquel s'ajoutent, de la part des experts, le partage des valeurs de démocratie et de changement, les échanges commerciaux privilégiés, la transparence, la redevabilité, le respect des droits de l'homme et la question sécuritaire au Mali
- en matière de communication, il semble que l'UE ne met pas suffisamment d'informations à la disposition des Maliens ou qu'elle communique mal sur son rôle au Mali et surtout qu'elle ne diffuse pas encore assez d'informations via les médias nationaux, publics comme privés
- il est reconnu à l'UE qu'elle joue un rôle important dans les secteurs sociaux, la défense et la sécurité ainsi que le développement économique mais que son appui n'est pas suffisant
- l'appui de l'UE est perçu comme profitant davantage aux élites politiques qu'à tout autre groupe cible, aussi, certaines personnalités de l'enquête qualitative rapportent-elles que l'UE ne travaillerait ni avec la société civile, ni avec les élus locaux ou les medias, mais seulement avec l'Etat qu'elle régenterait du reste. Les personnes de média apparaissent

comme étant les mieux à même d'expliquer le rôle de l'UE au Mali mais elles ne sont qu'au troisième et quatrième rang sur sept à l'échelle de l'influence et de la confiance des populations.

Introduction

Du 15 au 29 mai 2018, il a été mené au Mali et sur toute l'étendue du territoire une enquête de perception des Maliens sur l'Union européenne au Mali, auprès d'un échantillon aléatoire représentatif de 1350 personnes âgées de 18 ans et plus. Cette enquête a été complétée par des entretiens qualitatifs, du 17 mai au 12 juin, auprès de 34 personnes ressources ou experts, des secteurs des médias, des partenaires, des ministères techniques, des organisations de la société civile, des politiques et des PTF. L'étude, quantitative et qualitative, avait pour objectif de mettre à disposition des éléments permettant de définir une stratégie globale de communication et de visibilité, en fournissant des informations sur la perception des Maliens sur l'UE et ses Etats membres, sur les meilleurs canaux/medias de communication à utiliser, sur les personnes à cibler, etc.

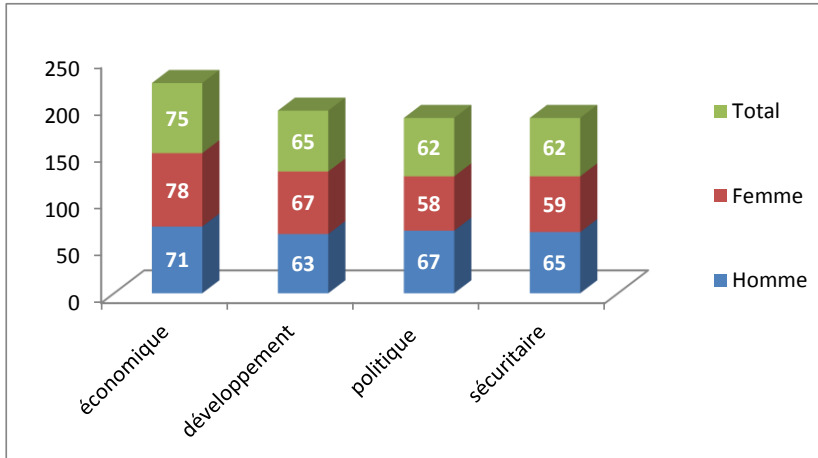
Le traitement des données recueillies, en pondérant les opinions des sondés de l'enquête quantitative pour refléter la répartition géographique de la population, donne lieu à une multitude de tableaux selon des thématiques choisies et une synthèse des avis d'experts, tous ces éléments sont séparément disponibles au format Excel. Ici sont présentées successivement les perceptions sur la situation générale du pays et des citoyens, sur les partenariats du Mali, sur l'UE et ses Etats membres et finalement sur le rôle de l'UE au Mali.

1. Perception de la situation générale du pays et des citoyens

Les perceptions mesurées dans cette étude portent d'une part sur la situation générale du pays en termes économique, politique et sécuritaire et d'autre part sur les conditions de vie des ménages et de leurs membres dont les répondants au sondage.

A la question de savoir comment ils décriraient la situation générale du pays, les sondés sont à plus de trois sur cinq à la juger mauvaise dans son ensemble. En effet, que ce soit sur les plans économique, de développement, politique ou sécuritaire, ils ont estimé à respectivement 75%, 65% et 62% (pour chacun des deux derniers aspects). Dans les deux premiers cas, les femmes sont significativement plus sévères (surtout dans les régions de Kayes, Koulikoro, Tombouctou, Kidal et Bamako) que les hommes, inversement dans les deux derniers cas. La situation économique serait encore plus mauvaise dans les régions de Kayes et de Bamako selon les perceptions enregistrées, 82% et 81%. Une mauvaise situation sécuritaire est davantage ressentie à Kidal, Gao, Mopti et Tombouctou, avec des scores de plus de 75%. Ces dernières régions sont le théâtre de la crise politico-sécuritaire que le pays connaît depuis 2012.

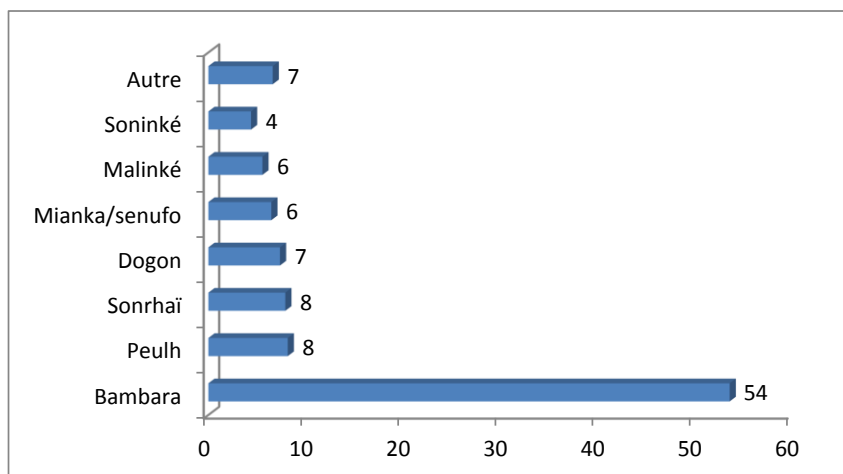
Graphique 1. Mauvaise opinion de la situation générale du pays (en %)



Interrogés sur les principaux problèmes auxquels le pays fait face, les Maliens mettent loin au fronton les problèmes économiques et cela quelle que soit la région ou le milieu de résidence. La situation économique est suivie de six autres problèmes pour constituer les plus importants problèmes auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, ce sont la défense, l'énergie, l'éducation, la santé, le chômage et l'insécurité. Ces problèmes sont d'autant plus importants qu'ils reviennent encore en tête des problèmes auxquels le pays ferait face dans deux ans. A l'opposé, les problèmes les moins évoqués sont ceux relatifs à la migration, à la liberté d'expression, au logement, aux réfugiés et déplacés internes, aux affaires étrangères, problèmes qui resteraient moins importants même dans deux ans. Entre ces deux groupes de problèmes on retrouve ceux qu'on pourrait qualifier d'intermédiaires tels que l'environnement, la corruption, l'inflation, les pensions ou le rôle de la loi et la transparence.

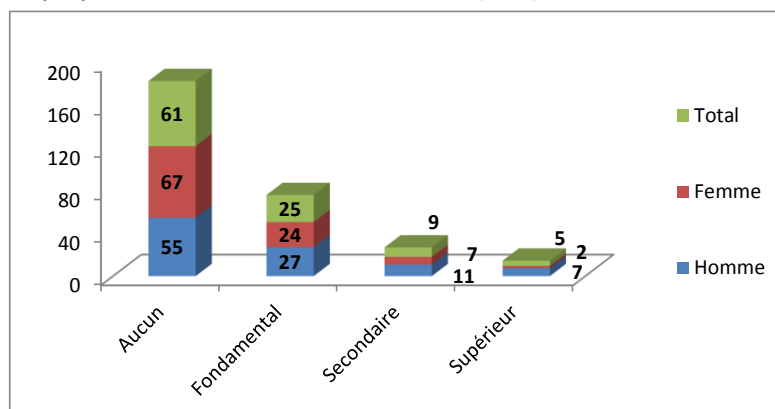
Avant de présenter brièvement les conditions de vie des populations portant sur la disponibilité et l'accès aux infrastructures et services de base, la possession de certains avoirs dans le ménage et l'accès à l'information, une synthèse de leurs caractéristiques démographiques est présentée. Le cadre démographique est justement abordé sous l'angle de la langue le plus souvent parlée à la maison, le niveau d'éducation, l'âge et l'emploi ainsi que l'expérience de séjour à l'étranger. De loin, le bambara est la langue majoritairement parlée à la maison (54%), suivi à plus de 40 points de pourcentage d'écart du peulh et du sonrhäï, du dogon, du mianka/senufo et du malinké puis du soninké. Moins d'un Malien sur dix parlerait une autre langue à la maison que ces sept langues communes. Le bambara est presque exclusivement parlé dans les régions de Kayes, Bamako et Koulikoro avec plus de quatre locuteurs sur cinq, le peulh dans les régions de Kayes, Mopti et Tombouctou avec un peu plus d'un locuteur sur cinq. Enfin, le sonrhäï est la langue de communication à Gao avec plus de 95% et 58% dans la région de Tombouctou.

Graphique 2. Répartition de la population selon la langue parlée à la maison (en%)



Il faut noter que majoritairement, les Maliens ne sont pas allés à l'école, aussi 61% d'entre eux sont-ils sans aucun niveau d'instruction, à raison de 55% les hommes et 67% les femmes. Parmi ceux qui sont instruits, ils sont majoritairement de niveau fondamental sans aucun effet significatif genre. C'est assez critique que moins de 15% des Maliens aient le niveau secondaire et plus avec les femmes, moins de 10%. Il est à noter que ces données sont presque conformes à celles publiées par l'Unesco en 2015 sur le niveau d'analphabétisme au Mali qui est respectivement de 55% pour les hommes et de 78% pour les femmes.

Graphique 3. Plus haut niveau d'études atteint (en %)

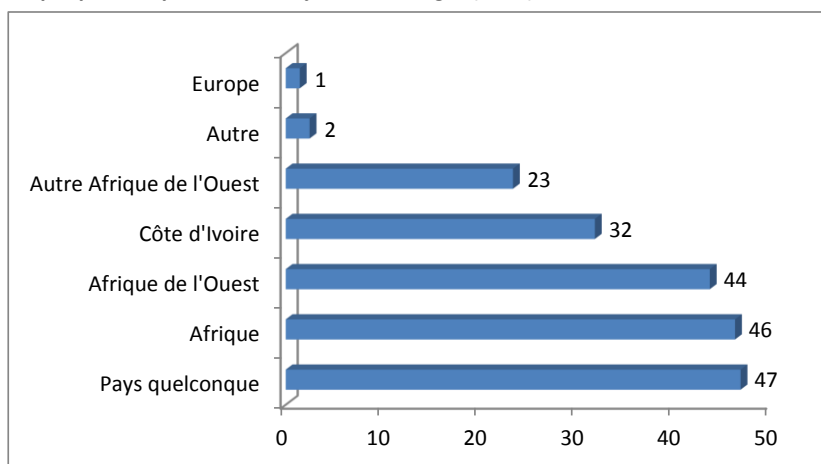


La répartition âge et emploi de la population donne une structure relativement équilibrée entre les 18-35 ans et les plus de 35 ans d'une part, ensuite entre les agriculteurs et ouvriers et les autres occupations ou non d'autre part. Les jeunes de 18-40 ans sont surreprésentés dans les "sans emploi" surtout les 18-30 ans. Les plus de 40 ans sont surreprésentés dans l'agriculture. Trois adultes Maliens sur dix seraient sans emploi au terme de cette enquête, ce qui dénote d'une situation alarmante du marché du travail, compte non tenu toutefois des élèves et étudiants. Cette répartition est conforme aux données des enquêtes EMOP qui placent les agriculteurs et les commerçants en tête de l'emploi loin devant les ouvriers à cause du faible niveau d'industrialisation du pays. Pour l'option sans emploi, la tendance est aussi conforme à la prédominance des jeunes dans la catégorie des chômeurs, surtout les jeunes diplômés.

Tableau 1. Répartition de la population selon l'âge et l'emploi (en %)

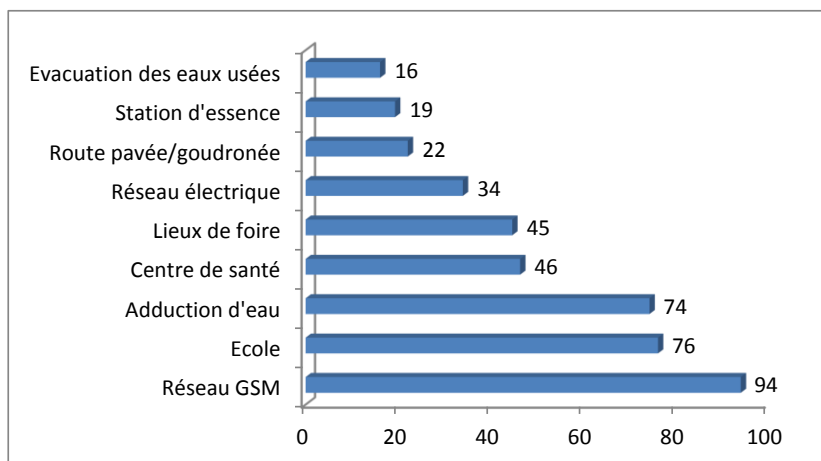
	18-30 ans	31-40 ans	41-55 ans	plus de 55 ans	Total
Sans emploi	51	28	15	7	32
Agriculteur	15	19	38	28	39
Commerçant	29	28	29	14	12
Ouvrier	35	17	20	28	10
Autre	19	39	24	18	7
Total	31	24	27	19	100

Du point de vue de l'expérience de séjour dans d'autres pays, un peu moins de la moitié des Maliens ont visité un autre pays (47%), majoritairement en Afrique et plus précisément en Afrique de l'Ouest (44%). Seulement 1% d'entre eux auraient séjourné en Europe contre 2% partout ailleurs qu'en Afrique et en Europe. La Côte d'Ivoire est de loin le pays le plus visité par les Maliens, 32%. Les taux de séjour à l'étranger les plus élevés sont observés à Kidal, Gao, Bamako et Mopti, avec chacune plus de 51%, et les plus faibles à Tombouctou, Ségou et Koulikoro, autour de 40%.

Graphique 4. Expérience de séjour à l'étranger (en %)

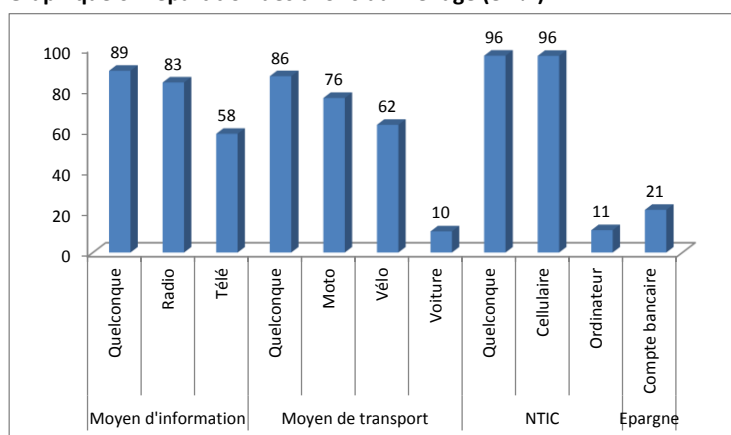
Il a été donné aux équipes d'enquête d'observer sur le terrain la disponibilité ou la présence d'un certain nombre d'infrastructures de base dans les sections d'énumération (SE) dans lesquelles les ménages ont été tirés. Ainsi, dans l'écrasante majorité des SE, il a été observé la disponibilité d'un réseau GSM, l'existence d'école et de système d'adduction d'eau, dans plus de trois quarts des SE visitées. Ensuite viennent, dans 45% des cas, les centres de santé et les lieux de foire hebdomadaire ou quotidienne, suivis par la présence de réseau électrique pour un tiers des SE. Les services les moins disponibles, autour de 20%, demeurent les routes goudronnées/pavées, les stations d'essence et les systèmes d'évacuation des eaux usées. Les plus faibles disponibilités de services ont été observées à Kidal, Tombouctou et Sikasso (en matière d'infrastructures d'évacuation des eaux, de routes goudronnées, de stations d'essence de réseau électrique et d'adduction d'eau).

Graphique 5. Disponibilité d'infrastructures et services de base dans les SE (en %)



Si seulement un Malien sur cinq dispose d'un compte bancaire, la plupart dispose de moyen de transport, d'information voire d'une quelconque technologie de l'information et de la communication. Le moyen de transport le plus courant est la moto, trois quarts des ménages en possèdent, devant le vélo, trois cinquièmes des ménages et surtout loin devant la voiture, seulement le dernier décile de revenu. L'information est majoritairement reçue via la radio (quatre ménages sur cinq) ou la télévision (près de trois sur cinq). Le téléphone portable aurait pénétré plus de neuf foyers sur dix tandis que l'ordinateur ne serait présent que dans les ménages du dernier décile de revenu, celui des plus riches.

Graphique 6. Répartition des avoirs du ménage (en %)



2. Perception des partenariats du Mali

Elles portent sur les pays ou organismes de coopération les plus importants aux plans politique, économique et en matière de contribution à la paix et à la sécurité du Mali. A cela s'ajoutent la connaissance d'un certain nombre d'organisations opérant au Mali, leur connaissance et par quelles sources, le bénéfice ou non de projets/programmes de la part desdits organismes.

2.1. Partenariat bilatéral

La liste de pays et organismes qui a été présentée aux sondés pour savoir s'ils leur paraissaient être d'importants partenaires pour le Mali a recueilli des résultats mitigés. Ainsi, lorsque l'on regroupe les modalités "assez" et "beaucoup", on obtient entre 17 et 47% d'avis favorable au plan politique, entre 22 et 65% au plan économique et entre 23 et 56% au plan sécuritaire. Globalement, la France apparaît comme étant le plus important partenaire politique et sécuritaire et la Chine le plus important partenaire économique. Le partenariat sécuritaire est dominé par la France, l'ONU, la CEDEAO, l'UE et l'UA, ce qui reflète la situation observée sur le terrain de la lutte contre le terrorisme et le djihadisme, surtout au nord et au centre du pays. Le positionnement politique n'est que le reflet de cette priorité sécuritaire.

Tableau 2. Plus important partenaire ... du Mali (en %)

	France	CEDEAO	UE	UA	ONU	Chine	Côte d'Ivoire	USA	Maroc	Algérie
Politique	47	36	36	36	35	30	28	22	18	17
Economique	53	42	40	37	35	65	48	36	25	22
Sécuritaire	56	45	45	42	45	37	32	40	23	23

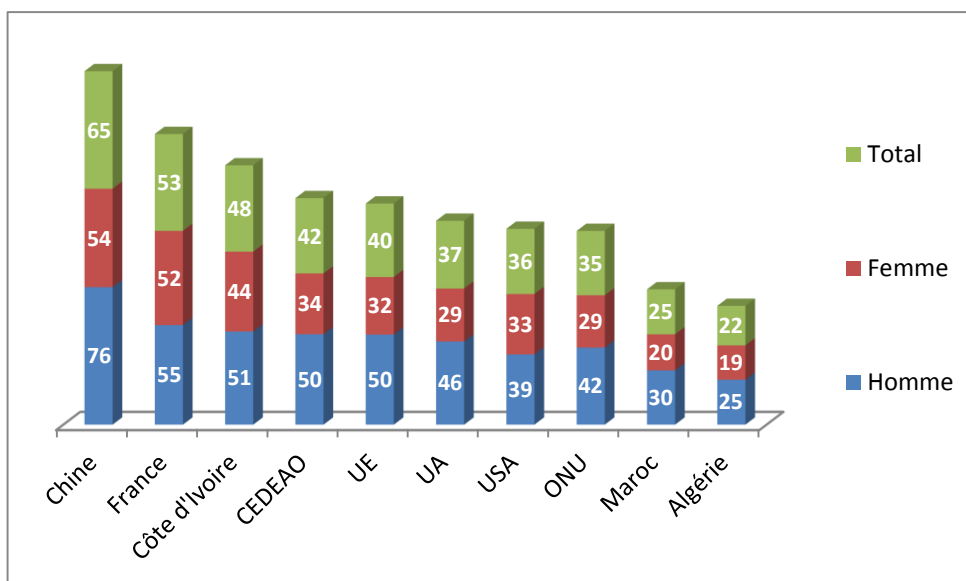
Quel que soit le niveau d'éducation, la France reste aux yeux des sondés, le plus important partenaire politique du Mali. Les rangs suivants dépendent par contre de ce niveau d'éducation. Ainsi, pour les analphabètes, de loin les plus nombreux de la population malienne, plusieurs autres organismes viennent au second rang devant la CEDEAO, comme l'UE, l'UA et l'ONU. Pour les sondés de niveau supérieur d'éducation, la France et l'ONU sont d'importants partenaires politiques de même rang et l'Algérie surclasse les Etats-Unis.

Tableau 3. Plus important partenaire politique du Mali selon le niveau d'éducation (en %)

	France	CEDEAO	UE	UA	ONU	Chine	Côte d'Ivoire	USA	Maroc	Algérie
Aucun	43	30	33	31	31	30	28	23	18	17
Fondamental	45	39	36	36	35	28	26	21	18	15
Secondaire	64	53	44	51	43	28	33	26	13	19
Supérieur	74	71	68	67	74	42	34	22	29	25
Total	47	36	36	36	35	30	28	22	18	17

Pour les hommes comme pour les femmes, la Chine demeure le plus important partenaire économique du Mali, suivie de la France, de la Côte d'Ivoire et de la CEDEAO, tout comme l'Algérie apparaît comme étant le plus important de tous les organismes et pays retenus. En réalité, les échanges commerciaux avec la Chine ont pris de l'ampleur ces dernières années probablement au détriment des produits européens dont français, jugés certes de qualité mais beaucoup plus chers que les produits chinois.

Graphique 7. Plus important partenaire économique du Mali selon le sexe (en %)



Il n'y a pas d'unanimité régionale sur la place de premier partenaire du Mali en matière de paix et sécurité, place que la France aurait occupé n'eussent été les régions de Ségou (7^{ème} sur 10) et Tombouctou (deuxième rang avec la CEDEAO). Le Maroc et l'Algérie sont d'importants partenaires sécuritaires pour les régions de Tombouctou et de Kidal, toutes deux frontalières à l'Algérie. Le rôle important de la France, de l'ONU, de la CEDEAO, de l'UE et de l'UA dans la gestion de la grave crise sécuritaire que traverse le Mali depuis 2012 et davantage reconnu à Kidal que partout ailleurs depuis la crise de 2012 est davantage reconnu dans la région de Kidal.

Tableau 4. Plus important partenaire sécuritaire du Mali par région (en %)

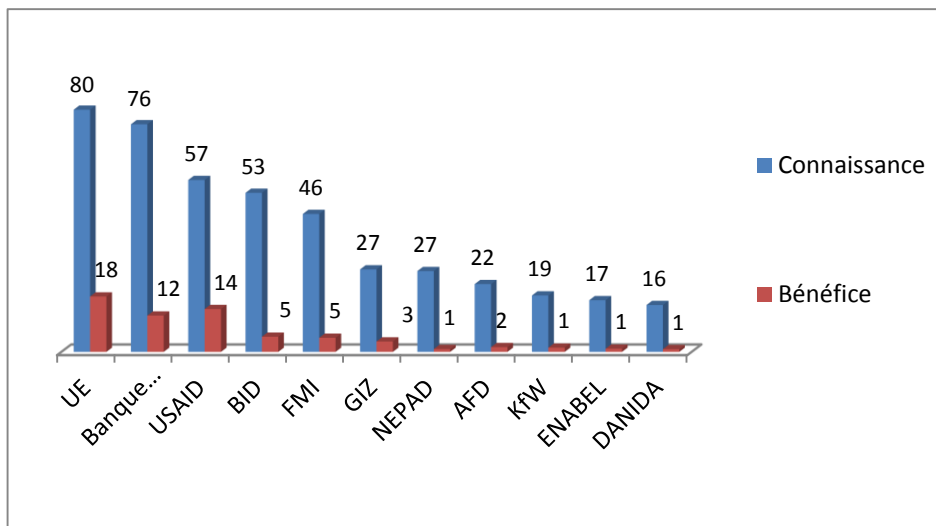
	France	ONU	CEDEAO	UE	UA	USA	Chine	Côte d'Ivoire	Algérie	Maroc
Kayes	54	30	36	46	35	47	42	29	22	25
Koulikoro	58	51	52	49	51	29	35	34	24	26
Sikasso	57	36	30	23	25	34	21	31	13	8
Ségou	39	44	44	43	45	48	55	32	23	26
Mopti	64	57	57	59	53	48	38	38	31	28
Tombouctou	64	59	64	65	60	57	53	54	50	47
Gao	71	40	45	45	37	42	39	27	30	22
Kidal	89	78	78	78	78	67	56	22	78	56
Bamako	58	50	43	44	37	28	26	21	17	15
Total	56	45	45	45	42	40	37	32	23	23

2.2. Organisations de coopération

Sur un certain nombre d'organisations de coopération présentes sur le terrain, il a été demandé aux sondés leur niveau de connaissance sur elles, leurs sources de connaissance ainsi que si jamais ils ont bénéficié de quoi que ce soit d'elles. Les résultats ici présentés restreignent la connaissance aux options de réponses "bien " et très bien", la source d'information à tout sauf le "bouche à oreille" et donc "radio", "télé", "journaux" et "Internet". Ainsi, la majorité des Maliens connaissent l'UE et la Banque mondiale et ce à travers les moyens modernes de communication. Si la même majorité connaît l'USAID et la BID, ce n'est pas majoritairement par les moyens modernes de communication mais par le "bouche à oreille". Le FMI vient juste après, pour moins de la moitié des Maliens. Cet ordre ne change pas quand il s'agit de

savoir si les sondés ont bénéficié de quoi que ce soit de ces organisations. L'Agence pour le développement de l'Afrique (ou NEPAD) est bien peu connue, à égalité avec la GIZ (27% des sondés), juste devant les organisations de coopération française (AFD), allemande (KfW), belge (ENABEL) et danoise (DANIDA).

Graphique 8. Connaissance et bénéfice des organismes de coopération (en %)



Les sondés qui déclarent avoir bénéficié de quoi que ce soit des organisations listées l'auront été principalement sous forme de projet/programme, 13% des cas, puis de financement, 6% et d'infrastructure ou de formation/éducation, 4% chacune. L'UE est de loin la plus importante organisation en matière d'infrastructure, un peu comme en matière de formation/éducation, à égalité dans ce dernier cas avec l'USAID. Les organismes bancaires et financiers interviennent plus sous forme de financement que tout autre, Banque mondiale, BID, FMI, KfW et AFD.

Tableau 5. Répartition des bénéficiaires des organisations retenues (en %)

	Projet / programme	Financement	Infrastructure	Formation / éducation
UE	6.0	6.1	3.5	2.8
USAID	6.8	2.9	1.8	2.8
GIZ	1.7	1.0	0.2	0.6
KfW	0.2	0.8	0.2	0.2
AFD	0.3	0.7	0.2	0.4
DANIDA	0.2	0.3	0.2	0.2
ENABEL	0.2	0.4	0.5	0.0
Banque mondiale	2.2	6.9	0.7	2.2
FMI	1.0	2.4	0.5	0.8
BID	0.9	3.0	0.8	0.4
NEPAD	0.2	0.3	0.2	0.2
Total	13.3	5.6	4.3	3.9

3. Connaissance et rôle de l'UE et de ses Etats membres

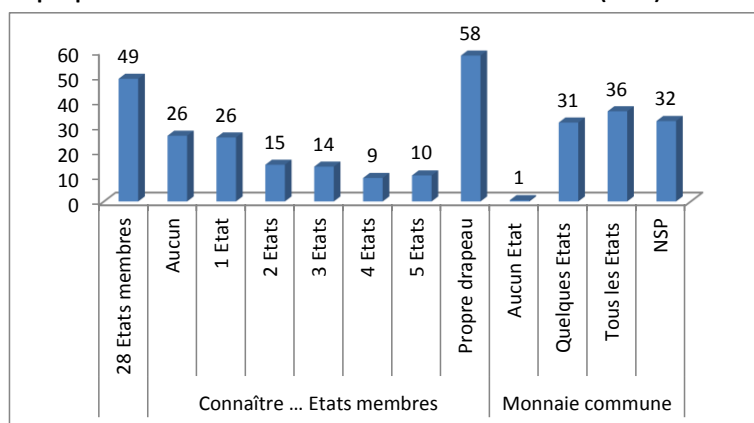
On s'intéresse ici particulièrement au nombre d'Etats membres de l'UE, à l'énumération de cinq d'entre eux, aux rôles de ces Etats dans l'aide au développement du Mali, à la qualité des relations UE-Mali, à l'image qu'ont les Maliens de l'UE et les facteurs explicatifs de cette image et enfin à la disponibilité d'information sur l'UE. Ensuite, on analyse les réponses aux

questions relatives aux domaines actuels et futurs de coopération Mali-UE, aux groupes cibles de cette coopération et enfin aux bénéficiaires de projets et programmes de l'UE.

3.1. Opinion publique sur l'UE et ses Etats membres

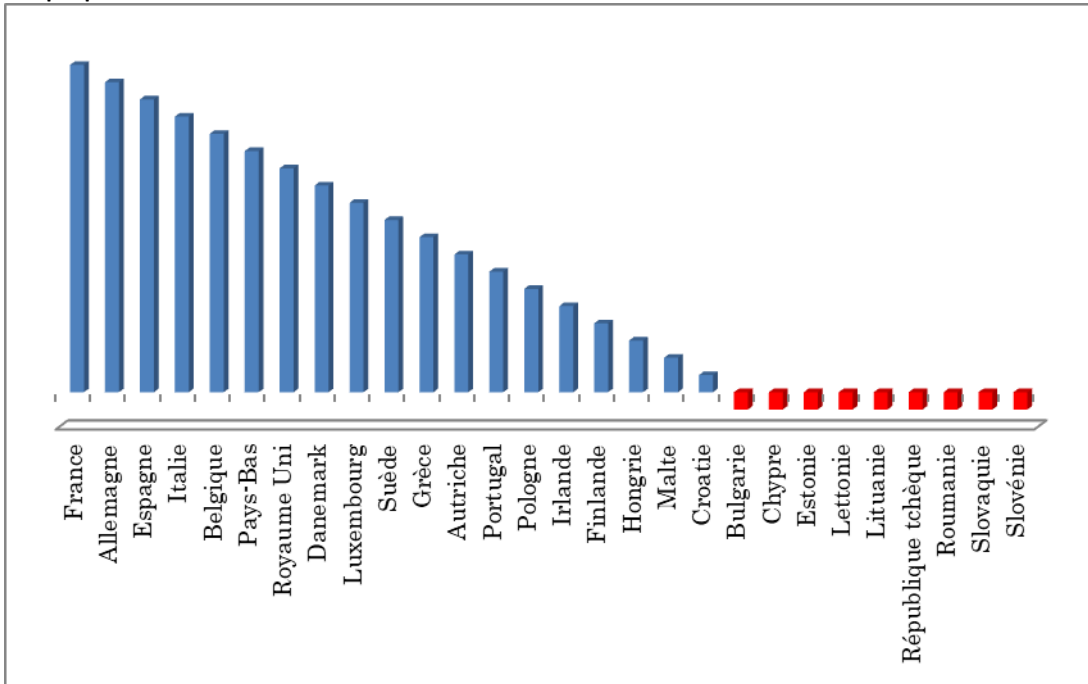
Un peu moins de la moitié des Maliens (49%) sait que l'UE comprend 28 Etats membres. Par contre près de trois Maliens sur cinq (58%) savent qu'elle a son propre drapeau. La connaissance de l'euro est cependant très limitée, ils sont un tiers à penser soit qu'ils n'en savent rien ou n'en ont jamais entendu parler, soit que c'est la monnaie de tous les Etats membres, soit encore que c'est celle de seulement quelques un d'entre eux. Seulement un Malien sur dix peut donner le nom de cinq Etats membres de l'UE, un quart ne peut donner aucun nom et un autre quart ne peut donner qu'un seul nom. La connaissance de l'UE et de ses Etats membres est significativement corrélée au niveau d'éducation, 4% des analphabètes peuvent citer 5 Etats membres contre 47% de ceux qui ont le niveau supérieur d'études, 43% des premiers ne connaissent pas le nombre d'Etats membres contre 27% des seconds.

Graphique 9. Connaissance de l'UE et de ses Etats membres (en %)



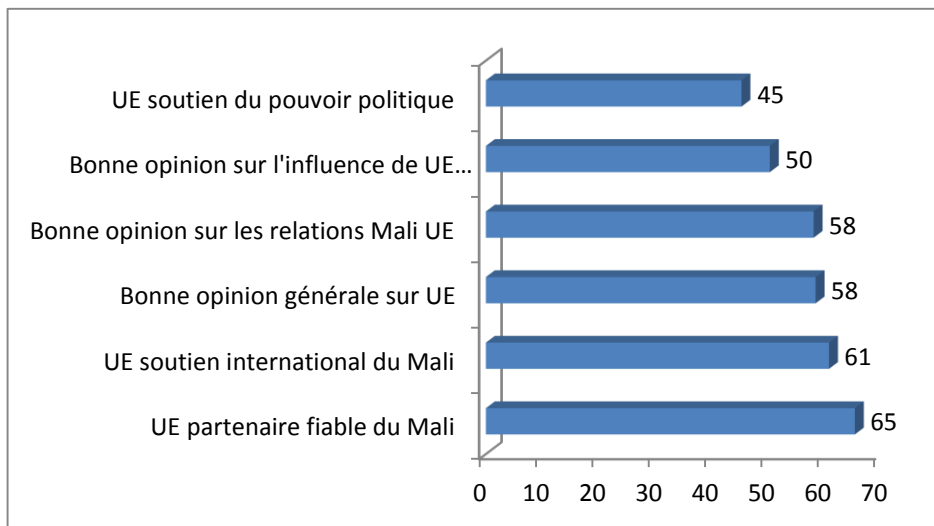
Interrogés sur les trois Etats membres de l'UE qui fournissent le plus d'aide au développement au Mali, les Maliens citent la France, l'Allemagne et l'Espagne bien en tête. Ceux-ci sont suivis de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas, du Royaume uni, du Danemark, etc. jusqu'à la Croatie au 19^{ème} rang. Les 9 autres Etats membres ne sont cités par aucun sondé, pour la plupart des pays de l'ex bloc soviétique, Bulgarie, Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. La présence de représentations diplomatiques et/ou d'organismes de coopération technique bilatérale des Etats partenaires au Mali peut jouer un rôle non négligeable dans la mémorisation de leurs noms, tout comme l'existence de projets et programmes en partenariat avec ces Etats y compris les programmes de bourses d'études.

Graphique 10. Ordre décroissant des Etats UE fournisseurs d'aide au Mali



Globalement, les sondés ont une opinion favorable sur l'UE (bonne et très bonne). Près des deux tiers -65%) estiment que l'UE est un partenaire fiable du Mali, trois sur cinq (61%) qu'elle est un soutien international du Mali ou que les relations entre le Mali et l'UE sont plutôt bonnes (58%). La moitié des sondés a une bonne opinion de l'influence que peut avoir l'UE sur le Mali. Les sondés sont seulement 45% à penser que l'UE soutient uniquement le pouvoir politique en place.

Graphique 11. Bonne opinion de l'UE (en %)

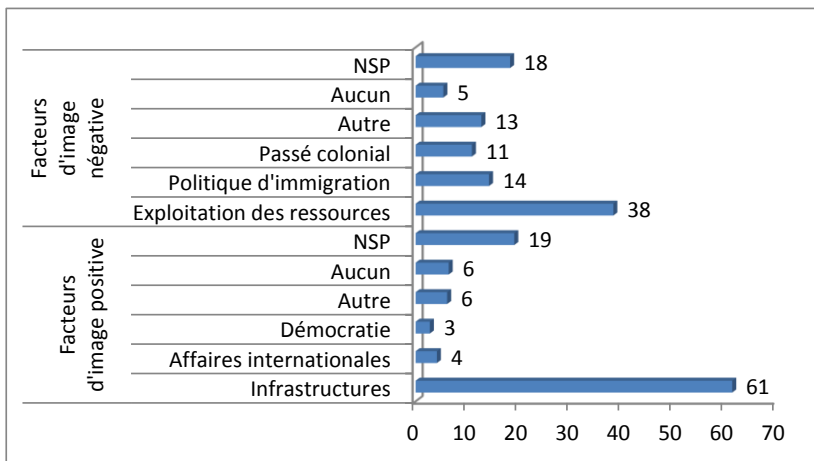


Le premier facteur, et de loin si ce n'est véritablement le seul, donnant à l'UE une image positive au Mali est son intervention dans le domaine des infrastructures (61% des sondés). La démocratie et les affaires étrangères ne comptent que pour 7% les deux, derrière les 19% qui n'en savent rien. Pour certains des experts que l'étude a interviewé, il faut ajouter aux facteurs d'image positive de l'UE le partage des valeurs de démocratie et de changement, les échanges commerciaux privilégiés, la transparence, la redevabilité, le respect des droits de l'homme et

la question sécuritaire au Mali. Pour d'autres, l'agenda de coopération de l'UE serait moins contraignant s'inscrivant davantage dans les priorités du gouvernement contrairement à d'autres partenaires comme la Banque mondiale qui refait toujours les propositions à elle soumises parce que disposant d'experts dans tous les domaines. Si seulement, poursuivent-ils, l'UE pouvait alléger ses procédures et mettre davantage de fonds à disposition.

Les facteurs d'image négative sont bien plus dispersés sans qu'aucun ne puisse être partagé par deux Maliens sur cinq. Ce sont l'exploitation des ressources (38%), la politique migratoire (14%) et le passé colonial (11%). Ici, les experts interviewés sont plus sévères, estimant par exemple que "les relations avec l'UE n'ont jamais évolué dans le sens de l'autonomisation du Mali" ou que son aide "ne sert qu'à nourrir l'industrie de la corruption" ou encore qu'elle "pèse trop dans nos politiques et son poids dans nos élections dépasse l'entendement" en même temps que sa "voix se confond avec celle de la France dans notre pays". Tous estiment qu'il est très difficile de lever les fonds de l'UE. Certes l'UE est perçue par tous ces experts comme étant une puissance économique mais d'aucuns pensent que son influence est minime sur la scène internationale, au regard du poids des Etats-Unis ou de la Chine et même de la Russie.

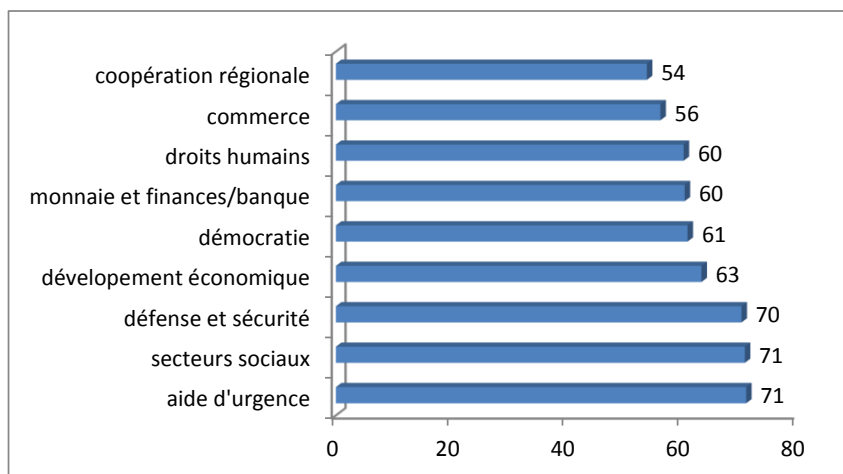
Graphique 12. Les facteurs d'image de l'UE au Mali (en %)



3.2. Domaines d'appui de l'UE au Mali

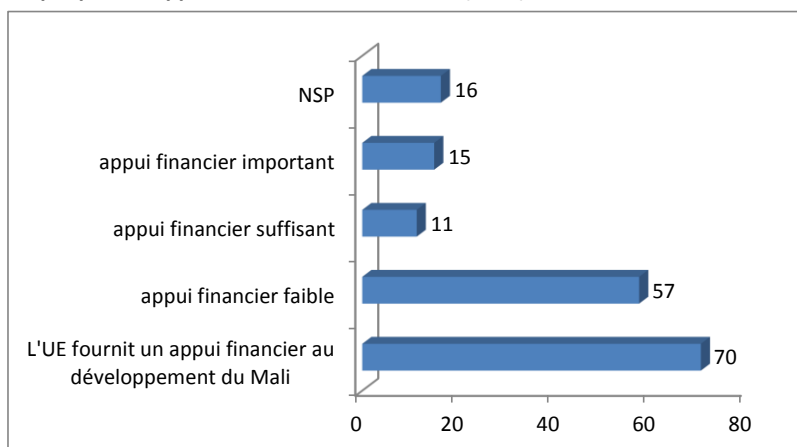
Sur un certain nombre de domaines à eux présentés, les sondés estiment que pour chacun d'entre eux, l'UE joue un rôle, avec des scores allant de 54% (la coopération régionale) à 71% (l'aide d'urgence / l'aide humanitaire ou les secteurs sociaux comme l'éducation et la santé). Mieux, ils sont 74% à penser que l'UE fournit de l'aide humanitaire au Mali. A cette aide et celle des secteurs sociaux s'ajoute l'aide en matière de défense et de sécurité pour former le trio des plus importants domaines d'appui de l'UE au Mali. Ce trio est suivi du quatuor (60 à 63%) composé des droits humains, de la finance/banque, de la démocratie et du développement économique. Le commerce (56%) et la coopération régionale (54%) ferment la marche des domaines d'appui de l'UE au Mali bien appréciés des Maliens.

Graphique 13. L'UE joue actuellement un rôle dans les domaines suivants (en %)



Sept sondés sur dix diront que l'UE fournit un appui financier au développement du Mali. Seulement, ils sont à peine un quart à trouver cet appui financier important (15%) ou suffisant (11%). Aussi, sont-ils 57% à juger l'appui financier de l'UE faible, taux dépassant les 70% à Tombouctou et Koulikoro. La perception de la faiblesse de l'appui financier de l'UE au Mali peut être liée à l'énormité des besoins de financement du Mali et à la supposée capacité illimitée de l'UE à disposer de moyens financiers.

Graphique 14. Appui financier de l'UE au Mali (en %)



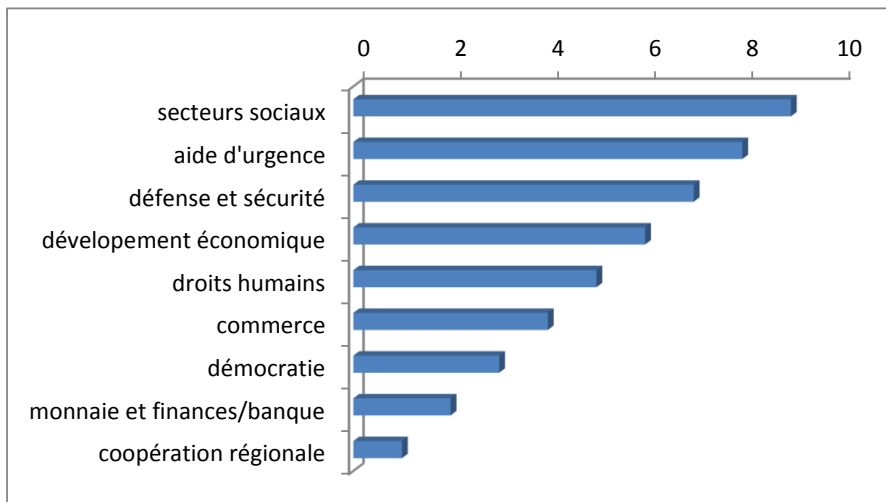
En matière de paix et de sécurité, très peu de sondés trouvent que l'UE en fait assez ou beaucoup. Les scores vont de 32% à 40% d'avis favorable. Les 40% vont au fait que l'UE contribue à la sécurité ou qu'elle entraîne les FAMA (Forces armées du Mali). A trois points de pourcentage en moins, on estime que l'UE joue un rôle dans la stabilité du Mali ou qu'elle soutient le processus de paix et de réconciliation nationale. Pour plus ou moins un tiers des Maliens, chacune des affirmations suivantes serait vraie (assez et beaucoup à la fois):

- l'UE dispose d'une armée intervenant militairement au Mali (32%)
- l'UE fournit un appui au G5 Sahel (33%)
- l'UE soutient les mouvements séparatistes du Mali (33%)
- l'UE fournit un appui à la police du Mali (34%)
- l'UE fournit un appui à la gendarmerie du Mali (34%).

En phase cette fois-ci avec les sondés, les entretiens qualitatifs montrent une certaine incompréhension du rôle de l'UE dans le retour de la paix et de la sécurité au Mali. Aussi, sont-ils nombreux à penser que malgré la mobilisation de centaines de formateurs EUTM, de milliers de soldats de Barkhane, de la MINUSMA et du G5 Sahel, l'on ne parvienne toujours pas à venir à bout des djihadistes pourtant estimés à seulement 3000 combattants. Il y a donc un "doute" dans leur esprit sur l'efficacité de l'appui de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme si l'UE n'est simplement pas soupçonnée de jouer un "rôle trouble" d'autant plus qu'elle mettrait sur le même pied d'égalité l'Etat du Mali et les groupes combattants.

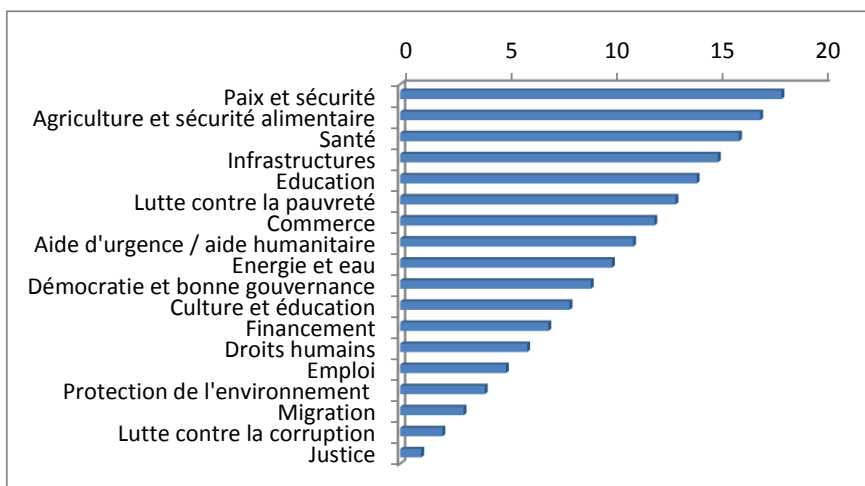
Sur les mêmes domaines où il a été demandé aux sondés de dire s'ils pensent que l'UE joue actuellement un rôle, il leur a également été demandé si elle devrait y jouer un plus grand rôle. La réponse est simplement que "oui" quel que soit le domaine et les scores vont de 83% à 91%. On peut se contenter donc de les mettre par ordre décroissant de priorité, ce qui va des secteurs sociaux, en premier, à la coopération régionale, en dernier. Le premier est suivi de l'aide d'urgence et de la défense tandis que le dernier est précédé de la finance et de la démocratie.

Graphique 15. Domaines souhaités de coopération par ordre décroissant de priorité



Interrogés sur les trois plus importants domaines de coopération Mali-UE, les sondés ont identifié eux-mêmes 18 domaines au total qui vont de la sécurité à la justice en passant par la sécurité alimentaire, la santé, les infrastructures, etc. Si la sécurité, l'alimentation, la santé, les infrastructures et l'éducation sont dans les cinq premières priorités pour toutes les régions, il en va autrement de la justice, de la lutte contre la corruption, de la migration ou de l'environnement qui sont beaucoup moins prioritaires pour les Maliens. Certains experts ajouteront que l'UE devrait renforcer sa collaboration avec le Mali à travers le secteur privé par l'intervention de la BEI (Banque européenne d'investissement) et la formation des ressources humaines dans le secteur de l'enseignement supérieur, d'autres, que l'UE doit investir dans les projets/programmes et ne pas faire d'appui budgétaire "détourné par une poignée d'individus sans scrupule". Cette perception négative de l'appui budgétaire pose le problème de la visibilité des indicateurs de suivi des résultats enregistrés au titre de l'ABG.

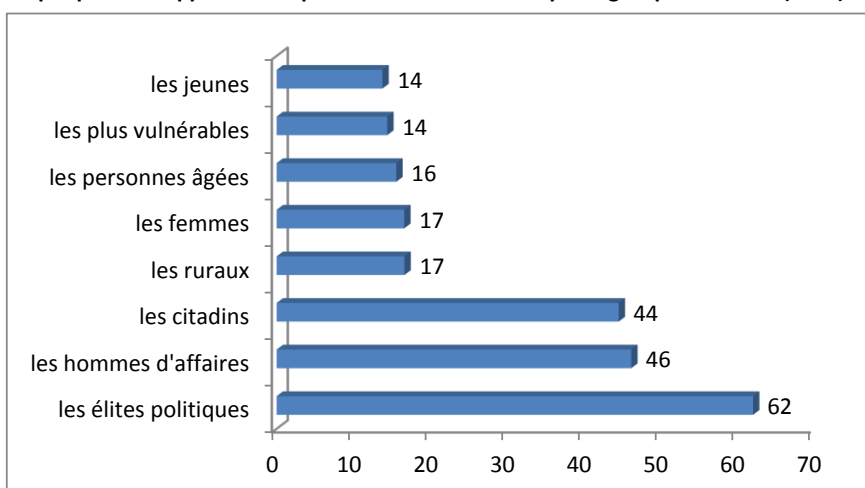
Graphique 16. Importants domaines de coopération par ordre décroissant de priorité



3.3. Groupes cibles et bénéficiaires de l'appui de l'UE

Huit groupes cibles de l'appui de l'UE ont été présentés aux enquêtés pour savoir combien cet appui profitait à chacun d'entre eux. Il en ressort que ledit appui profite davantage aux élites politiques (62%) qu'à tout autre groupe, suivies des hommes d'affaires (46%) et des citoyens (44%). Les groupes qui profiteraient donc beaucoup moins de l'appui de l'UE seraient les ruraux et les femmes (17% chacun), les personnes âgées (16%), les personnes les plus vulnérables et les jeunes (14% chacun). Comme pour corroborer le fait que l'appui de l'UE profite davantage aux élites politiques, certaines personnalités de l'enquête qualitative diront que l'UE ne travaille pas assez avec la société civile, ni assez avec les élus locaux encore les médias, elle ne travaillerait davantage qu'avec l'Etat pour le régenter et que si d'aventure elle travaille avec la société civile, ce serait pour l'acheter ou la noyauter.

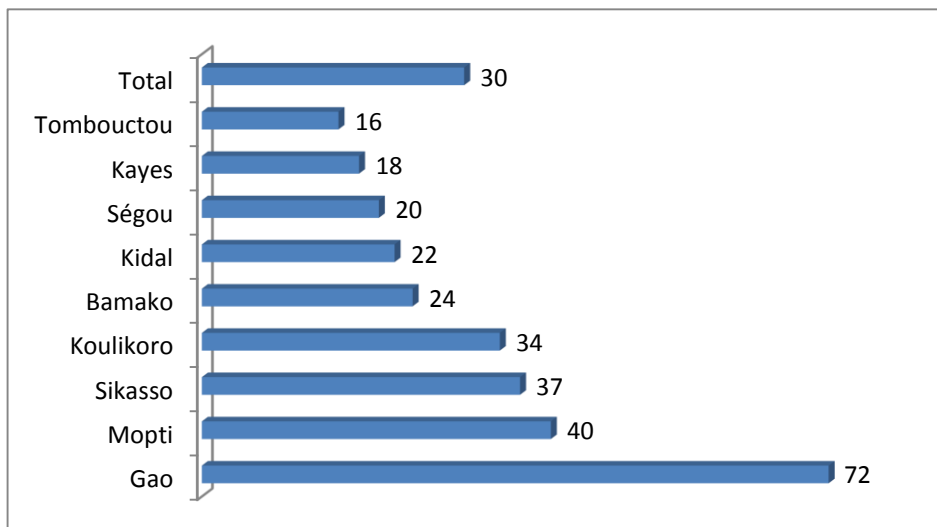
Graphique 17. L'appui de l'UE profite assez ou beaucoup aux groupes suivants (en %)



Enfin, il a été demandé aux participants de l'enquête quantitative de citer un ou deux des projets/programmes de l'UE dont eux-mêmes auraient bénéficié. Sept sur dix d'entre eux n'en ont nullement bénéficié et un dixième d'entre eux ne savent pas s'ils en ont bénéficié ou pas. De tous les projets/programmes de l'UE, Gao est la région où l'on enregistre le plus grand pourcentage de bénéficiaires (72%) loin devant les trois poursuivantes immédiates que sont

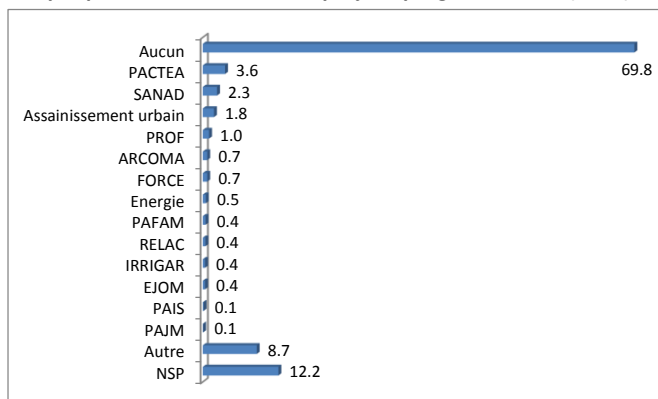
Mopti (40%), Sikasso (37%) et Koulikoro (34%). Ces quatre régions font chacune un score supérieur à la moyenne nationale de 30% de sondés déclarant avoir bénéficié de projets/programmes de l'UE.

Graphique 18. Pourcentage de bénéficiaires de projets/programmes de l'UE par région



Les bénéficiaires de l'appui de l'UE sont assez dispersés entre une quinzaine de projets/programmes dont quatre relativement importants en termes de nombre de bénéficiaires, soit le Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau potable et l'assainissement (PACTEA), le Secteur alimentaire, nutritionnel et agriculture durable (SANAD), l'assainissement urbain et le Programme d'appui à l'enseignement fondamental (PROF).

Graphique 19. Bénéficiaires de projets/programmes UE (en %)



La quinzaine de projets/programmes recensés sont inégalement répartis entre les régions, Mopti étant celle qui en compte le plus grand nombre tout en étant première bénéficiaire en matière d'alimentation et d'enseignement fondamental et Kidal le moins de projets/programmes, précédés de Gao puis de Sikasso. Certains projets/programmes sont exécutés dans la plupart des régions comme l'assainissement urbain et l'enseignement fondamental, d'autres dans quelques unes seulement pour les secteurs de l'éducation (PAIS), la justice (PAJM), l'anacarde (PAFAM) et l'appui aux collectivités territoriales (RELAC).

Tableau 6. Classement des régions bénéficiaires des projets/programmes de l'UE au Mali

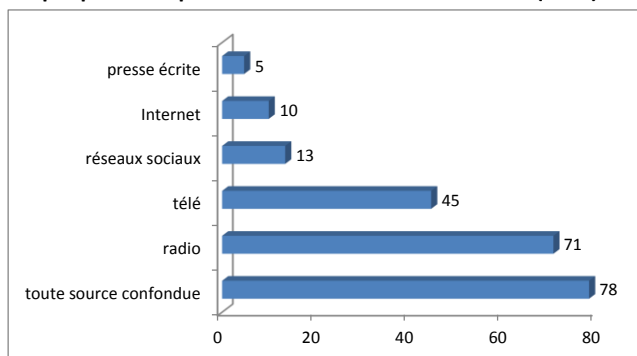
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako
PACTEA	4	1	5	3	2				
SANAD	3	4		5	1	2			6
Assainissement urbain	4	3		6	5	2			1
PROF		2	6	5	1	4			3
ARCOMA	2	3			4				1
FORCE	3			5	4	1			2
Energie	4	3			5		1		2
PAFAM	1					2			
RELAC	2			1	3				
IRRIGAR	1			3	2				
EJOM	4	2					1		3
PAIS				1					
PAJM			1						
Autre	6	7	9	4	3	8	1	2	5

4. Information et communication

Cette section porte sur les types de média, les horaires d'écoute des Maliens, leurs perceptions de la communication de l'UE et les rôles que peuvent jouer un certain nombre de leaders d'opinion dans la communication de l'UE, leur capacité à mieux communiquer sur le rôle de l'UE au Mali, les niveaux d'influence et de confiance dont ils peuvent être crédités dans l'opinion publique.

4.1. Fréquences, sources et horaires d'information

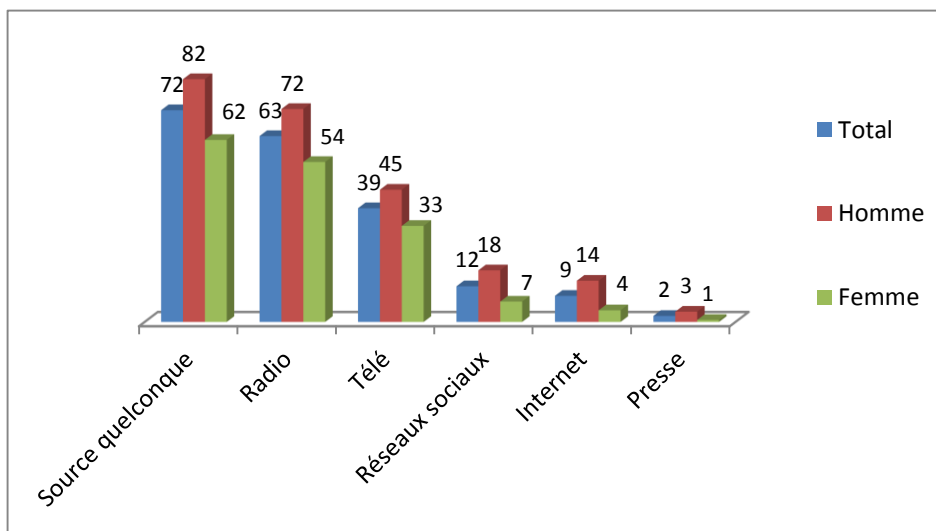
Les Maliens utilisent relativement moins leurs moyens (Téléphones portables, radio, télévision, etc.) pour recevoir de l'information, privilégiant sans doute d'autres utilisations comme l'écoute de musique, le visionnage de films, etc. Au total, ils sont 78% à recevoir (souvent ou tous les jours) de l'information d'une source quelconque, à raison de 71% via la radio, 45% via la télévision et autour de 10% via Internet ou les réseaux sociaux. La presse écrite n'est source d'information que pour seulement 5% des Maliens, cela s'explique certainement par un taux d'alphabétisation assez faible dans le pays, taux se chiffrant à 33% (INSTAT, 2015).

Graphique 20. Répartition des sources d'information (en %)

Quelle que soit la source d'information (Radio, Télévision, Internet, etc.), les hommes s'en servent significativement plus que les femmes même pour les sources les plus populaires comme la radio (18 points de pourcentage d'écart) ou la télévision (12 points de pourcentage

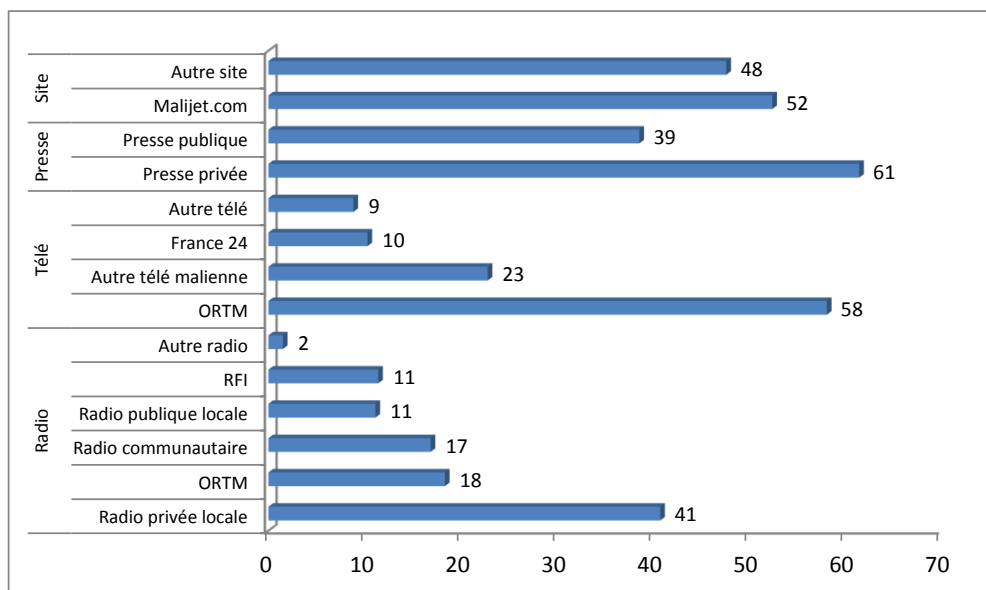
d'écart). Pour les autres sources d'information, les femmes y reçoivent de l'information, trois fois moins que les hommes, qu'il s'agisse de la presse écrite, d'Internet ou des réseaux sociaux. Dans l'ensemble ces trois sources sont très peu utilisées tant par les femmes que par les hommes, entre 2 et 12% au total avec entre 1 et 7% pour les femmes et entre 3 et 18% pour les hommes. En l'absence de données administratives ou d'autres données d'enquête sur l'utilisation des réseaux, ces pourcentages peuvent être considérés comme une première estimation.

Graphique 21. Fréquence d'utilisation des sources d'information par sexe (en %)



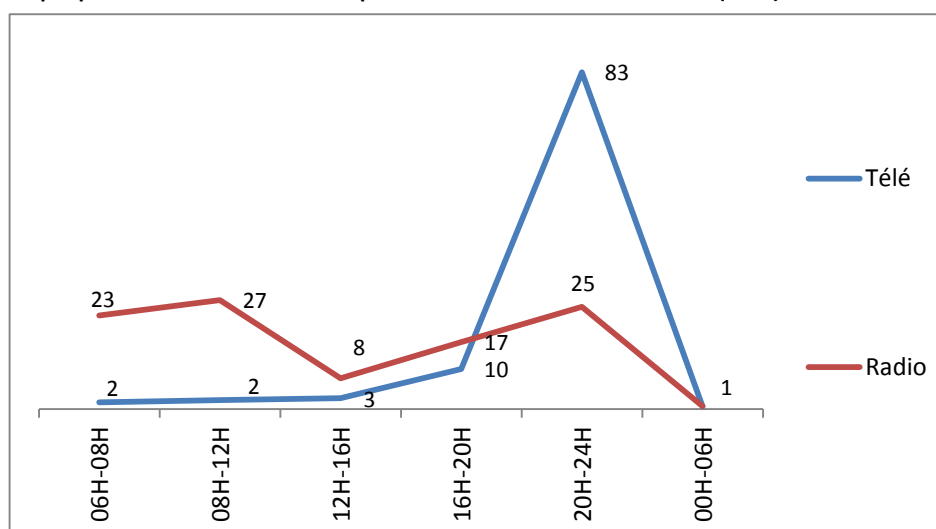
En matière d'information par la radio, les radios privées locales enregistrent le plus d'audience, 41%, suivies de l'ORTM et des radios communautaires, 18 et 17%, puis RFI (Radio France internationale) la radio étrangère la plus écoutée au Mali, 11% à égalité avec la fréquence locale de l'ORTM. S'agissant de la télévision, l'ORTM arrive largement en tête, 58% à l'audimat, loin devant les autres télévisions maliennes, 23%, la télévision française, France 24 arrivant en troisième place avec 10% de score, à un point de pourcentage d'écart devant les autres chaînes étrangères. La presse écrite est dominée par les journaux privés, 61% de part de marché tandis que la connexion Internet est dominée par le site www.malijet.com, 52% de part de marché.

Graphique 22. Fréquence d'utilisation de sources spécifiques d'information (en %)



La réception de l'information par la radio s'effectue plus fréquemment entre 8 heures et 12 heures (pour 25% des sondés) et entre 20 heures et 24 heures (25%). Ces deux plages horaires sont suivies de 6H-8H (23%), loin devant 12H-16H (8%). Le mode de réception de l'information via la télévision est sans conteste la plage horaire 20H-24H (83% des sondés), loin devant la plage 16H-20H (10%).

Graphique 23. Heure d'information préférée à la radio et à la télévision (en %)



4.2. Perceptions de la communication de l'UE

Interrogés sur comment ils ont eu connaissance d'un certain nombre d'organisations, les sondés sont relativement nombreux à dire qu'ils n'en ont pas suffisamment entendu parler pour répondre à la question, surtout en ce qui concerne le FMI et les organismes de coopération bilatérale ainsi que le NEPAD devenu Agence pour le développement de l'Afrique (quel que soit le milieu). Sur le FMI et le NEPAD, les taux de méconnaissance sont de 54% (43% en milieu urbain et 58% en milieu rural) et 73% respectivement (70% contre

74%). L'UE et la Banque mondiale sont les organisations dont les Maliens auraient le plus entendu parler, surtout à travers la radio (36 et 32%), le bouche à oreille (27 et 25%) ou via la télévision (15 et 16%). Ce sont encore elles qui ont le plus grand score relatif pour les canaux d'information que sont Internet et la presse écrite.

Tableau 7. Répartition des organisations selon les canaux d'information (en %)

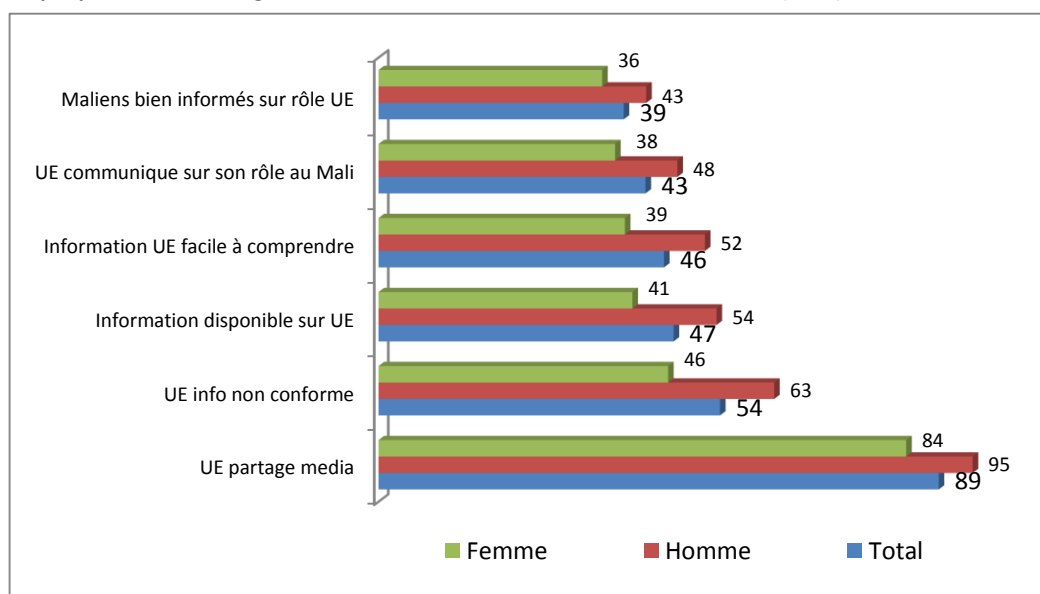
	Radio	Télévision	Internet	Journaux	Bouche à oreille	NSP
UE	36	15	1.3	0.8	27	20
Banque mondiale	32	16	0.7	0.8	25	25
USAID	24	11	0.3	0.4	22	43
BID	22	10	0.5	0.2	19	49
FMI	19	10	0.5	0.4	15	55
GIZ	12	4	0.3	0.5	11	72
NEPAD	11	5	0.3	0.2	8	76
AFD	9	3	0.2	0.3	9	78
KfW	7	3	0.2	0.2	8	82
DANIDA	6	3	0.2	0.2	7	84
ENABEL	6	3	0.3	0.0	7	84

En matière de communication, les sondés pensent à près de 9 sur 10 (89%) que l'UE devrait davantage partager des informations via les médias (télé/radio/Internet/etc.), ce qui sous-entendrait qu'elle ne diffuse pas encore assez d'informations via les médias. Plus de la moitié de ces mêmes sondés (54%) trouvent que les informations fournies par l'UE ne prennent pas assez en compte la réalité au Mali. Sur les autres aspects de communication traqués par l'enquête quantitative, beaucoup moins de la moitié des sondés est d'accord (d'accord et tout à fait d'accord pris ensemble) que:

- les Maliens sont bien informés sur le rôle de l'UE au Mali (seulement 9%)
- l'UE communique suffisamment sur son rôle au Mali (43%)
- les informations diffusées par l'UE sont faciles à comprendre (46%)
- il y a suffisamment d'informations disponibles sur l'UE au Mali (47%).

Pour toutes les affirmations, les scores d'accord des hommes sont supérieurs à ceux des femmes, de près de 10 points de pourcentage d'écart quelle que soit l'affirmation.

Graphique 24. Pourcentage d'accord avec certaines affirmations selon le sexe (en %)



Pour certaines des personnalités rencontrées, l'UE ne fait rien pour améliorer la qualité de l'information diffusée par les medias publics au Mali. D'autres diront que pour l'UE, le dynamisme de la démocratie se réduit à la multiplication des titres privés et que d'ailleurs elle en fait peu depuis cinq ans en direction de la presse si ce n'est le studio Tamani à travers la Fondation Hironnelle, financé par l'UE.

4.3. Rôle des leaders d'opinion dans la communication de l'UE

Dans la majorité des cas, les sondés sont d'avis que les catégories de personnes (personnes de medias, religieux, politiciens, leaders de la société civile, militaires, sportifs, chefs coutumiers) à eux présentées pour avis étaient toutes à même de mieux expliquer le rôle de l'UE au Mali. Loin devant, ce sont les personnes de médias (88%) suivies des politiciens et des leaders de la société civile (71 et 70%). Ensuite viennent les militaires (67%), les religieux (64%), les chefs coutumiers (61%) et enfin les sportifs (52%). Dans cet avis, le niveau d'éducation semble compter, en effet les sondés de niveau secondaire et plus ne jugeant pas les chefs coutumiers à même d'expliquer le rôle de l'UE au Mali et aussi beaucoup moins les religieux que les autres sondés.

Tableau 8. Catégories de personnes à même d'expliquer le rôle de l'UE au Mali (en %)

	personnes de média	politiciens	leaders de la société civile	militaires	religieux	chefs coutumiers	sportifs	NSP
Aucun	86	70	69	70	69	66	54	10
Fondamental	90	71	70	65	61	61	52	3
Secondaire	91	73	72	58	53	39	42	6
Supérieur	93	88	71	55	37	41	53	0
Total	88	71	70	67	64	61	52	7

Il y a cependant un contraste, aussi minime soit-il, entre la capacité des catégories de personnes à même d'expliquer le rôle de l'UE au Mali et les niveaux d'influence et de confiance que les sondés ont en ces personnes. Ainsi, les personnes de média qui sont les plus à même d'expliquer le rôle de l'UE sont au troisième et quatrième rang sur sept en termes d'influence et de confiance des populations, les politiciens qui sont second à pouvoir mieux expliquer le rôle de l'UE au Mali sont avant dernier et dernier sur sept pour ce qui est de l'influence et de la confiance en eux placées.

Tableau 9. Rangs de certaines catégories de personne selon ... dans l'opinion

	personnes de média	politiciens	leaders de la société civile	militaires	religieux	chefs coutumiers	sportifs
capacité	1	2	3	4	5	6	7
influence	3	6	5	4	1	2	7
confiance	4	7	5	2	3	1	6

Conclusions

La connaissance de l'UE et de ses Etats membres est assez limitée au Mali, en cause la faible proportion de citoyens ayant fréquenté ou fréquentant l'école. Aussi, seulement 4% des analphabètes peuvent citer 5 Etats membres de l'UE contre 47% de ceux qui ont le niveau supérieur d'études, 43% des premiers ne connaissent pas le nombre d'Etats membres contre 27% les seconds.

En matière de communication, les sondés pensent dans leur écrasante majorité que l'UE devrait davantage partager des informations via les médias (télé/radio/Internet/etc.) et que les informations qu'elle fournit prennent davantage en compte la réalité et qu'elles soient plus faciles à comprendre et expliquent mieux le rôle de l'UE au Mali.

En matière de coopération, il est attendu de l'UE qu'elle joue un plus grand rôle dans les secteurs sociaux, l'humanitaire, la défense et la sécurité ainsi que le développement économique. Pour ce faire, l'UE devrait davantage faire connaître ses projets et programmes et ne pas se contenter de planter son drapeau sur les sites de ses interventions, directes ou à travers des partenaires locaux.